

**PROCÈS SONATRACH ET POLÉMIQUE SUR LE GAZ DE SCHISTE****Un 24 février sous haute tension**

*Le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens en 1956 et des nationalisations des hydrocarbures en 1971 intervient, ce mardi 24 février 2015, dans une conjoncture politique, économique et sociale des plus aléatoires. Davantage économique que tout le reste d'ailleurs car, il faut dire que, jamais, peut-être, la question des hydrocarbures n'a été aussi dominante sur le débat national : y compris dans la rue.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Deux, voire même trois «types» de manifestations marqueront les festivités de cette année. D'abord celles, traditionnelles et officielles, conjointement organisées par la Centrale syndicale et le pouvoir au plus haut niveau.

Elles ont lieu à Arzew et à Hassi Messaoud où se rendent, ce jour mardi, le Premier ministre Abdelmalek Sellal et le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd.

Au même moment, le secrétaire général du Front de libération nationale Amar Saâdani se

trouve à Skikda et la porte-parole du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, à Hassi R'mel, pour les mêmes motifs. Ceci, tandis que l'opposition, regroupée au sein de la Coordination nationale des libertés et de la transition démocratique (CNLTD) appelle à des rassemblements dans les quarante-huit wilayas pour protester contre l'exploitation du gaz de schiste.

Ils le font, affirment-ils par ailleurs, en guise de solidarité avec les habitants du Sud, notamment de In Salah, qui poursuivent la protestation contre cette même question, depuis



Une célébration dans un contexte d'une chute des prix des hydrocarbures.

début janvier dernier. Tout cela, dans un contexte d'une chute durable et dangereuse, à terme, des prix des hydrocarbures, ce qui accentue la pression sur les uns et les autres. Un dilemme en fait s'impose et dans des délais

très courts : satisfaire les revendications des partisans du rejet de l'option gaz de schiste avec tout ce que cela comporte comme risques sur la sécurité énergétique du pays et même s'agissant de ses intérêts écono-

miques, ou alors poursuivre dans cette voie, ne serait-ce qu'au stade de «l'exploration» mais, cette fois, au risque de maintenir le climat de tension dans certaines wilayas du Sud, notamment.

Des décisions cruciales sont nécessaires à prendre car cela y va de l'intérêt supérieur du pays. Or, ce genre de décisions ne peuvent être prises que par un pouvoir fort. Un pouvoir qui, ne serait-ce que sur ces questions d'ordre économique vitales, ait au moins une vision, un cap et une doctrine qui ne changent pas au gré des humeurs comme en 2004 par exemple avec la révision stupéfiante de la loi sur les hydrocarbures heureusement abandonnée en 2009 ! Un pouvoir aussi qui ne traîne pas des boulets comme les affaires Sonatrach I et Sonatrach II qui attendent toujours d'être élucidées.

K. A.

**MOUVEMENT ANTI-GAZ DE SCHISTE****Sit-in et marches à travers le pays aujourd'hui**

*Le mouvement anti-gaz de schiste, qui boucle bientôt ses deux mois de contestation pacifique au sud du pays, verra, aujourd'hui, son écho se répercuter à travers l'ensemble du pays et même à l'étranger.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Ceci à la faveur d'une série de sit-in et de marches de solidarité prévus pour aujourd'hui dans les 48 wilayas du pays et certaines villes du Vieux Continent.

En effet, l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) a programmé dans chaque chef-lieu de wilaya un sit-in, pour la majorité prévu par-devant les sièges des wilayas et à la mi-journée. Ceci même si la libre initiative a été laissée aux appendices locaux de l'Icso, mis sur place à l'occasion, pour adapter leur action aux spécificités locales.

Ainsi, le sit-in national est prévu par-devant la Grande-Poste, devenue ces derniers temps, La Mecque des protestataires de tous bords, entre 12h et 13h, en présence des états-majors des partis et des staffs des personnalités membres de l'Icso. Une heure durant laquelle il sera entonné les slogans retenus à l'occasion «Halte à l'exploitation du gaz de schiste.» «Pour la sauvegarde de la souveraineté nationale». Une déclaration préparée par Ahmed Adhimi et Mohand-Arezki Ferrad sera lue avant que la manifestation ne prenne fin.

Au sud du pays, à Ouargla, c'est la place du peuple qui a été retenue pour un sit-in prévu à 10h par l'Icso locale de concert avec la ligue locale contre le gaz de schiste et la défense des libertés. Au même moment, des manifestations similaires auront lieu à Sétif devant le siège de la wilaya et à Bordj-Bou-Arréridj à la place de la Citadelle, Sidi-Bel-Abbès à la place

du 1<sup>er</sup>-Novembre alors qu'à Bouïra, il aura lieu à 11h30mn.

Beaucoup de structures de wilaya de l'Icso ont programmé leurs sit-in en fin de journée comme c'est le cas à Annaba par-devant le Théâtre régional Azeddine-Medjoubi.

A Boumerdès, Béjaïa et Tizi-Ouzou, les appendices locaux de l'Icso ont opté carrément pour des marches à la mi-journée.

Ce mouvement de solidarité d'avec les populations du sud du pays s'étend également à notre communauté établie à l'étranger puisque des rassemblements sont prévus en fin de journée à Lyon, Paris, Londres et Hambourg.

Et contrairement à ce que comme certains les perçoivent, ces manifestations de rue, les toutes premières du genre et de cette étendue pour l'Icso, sont loin de constituer un quelconque test majeur. «C'est le début d'un long processus après six mois

d'incubation», tiendra à préciser d'emblée le président de Jil Jadid. «L'opposition, autrefois éclatée, a démarré de rien en commençant par la conférence de Mazafran et la plateforme portant transition démocratique qui en est sortie et la mise en place d'une structure de coordination».

Pour Soufiane Djilali, les manifestations de aujourd'hui auront eu le mérite, indépendamment de la mobilisation citoyenne qu'elle aura suscitée, d'imprégner de la dynamique à l'opposition avec la création des prolongements locaux de l'Icso au niveau de toutes les wilayas du pays et même à l'étranger.

Des structures qui ont d'ores et déjà permis aux militants de base et partisans des partis membres de l'Icso à se retrouver et à engager des actions communes, ce qui était jusqu'ici l'apanage de la structure nationale.

M. K.

**M<sup>e</sup> ALI YAHIA ABDENOUR DANS UNE CONFÉRENCE-DÉBAT****À L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU :****«Bouteflika utilise l'instance présidentielle du FFS pour gagner du temps contre l'armée»**

*M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour s'est livré dans l'après-midi d'hier, dans une conférence-débat sur la transition démocratique en Algérie, animée devant les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou, à un exercice de décryptage et de lecture des dessous de cartes qui caractérisent les relations conflictuelles entre les deux pôles, le président de la République et l'armée et son pendant, le DRS, qui se disputent le pouvoir.*

Enjeu de ces manœuvres feutrées et souterraines : la succession ouverte mais sans cesse retardée de Bouteflika. Et le vieux militant des droits de l'Homme n'a pas manqué de puiser dans l'actualité politique agitée des exemples et des preuves sur cette guerre de positions entre l'armée et le DRS, d'une part, décidés à empêcher Bouteflika à préparer sa propre succession et

ce dernier, d'autre part, qui multiplie les subterfuges pour contre-carrer les desseins de ses adversaires et rester le maître d'un jeu au besoin duquel Bouteflika dispose de plusieurs protagonistes et d'atouts stratégiques qu'il met en œuvre au gré des situations et des épisodes de crises qui se sont multipliés depuis le début du quatrième mandat controversé de Bouteflika, selon M<sup>e</sup> Ali Yahia pour

qui Bouteflika s'appuie sur une stratégie de guerre d'usure contre l'armée, en essayant de gagner du temps.

Le dernier exemple de ce stratagème qui nous est fourni par l'actualité immédiate est le rôle confié à l'instance présidentielle du FFS. «L'instance présidentielle du FFS à ne pas confondre avec la base de ce parti, nuance l'orateur, a été utilisée par Bouteflika pour occuper le terrain (politique) et gagner du temps», explique l'invité des étudiants de l'université de Tizi-Ouzou pour qui l'échec de l'initiative de construction d'un consensus national du FFS est consommé. «Ordre a été donné à l'instance présidentielle du FFS de se retirer de la scène. La

récréation est terminée», ironisera M<sup>e</sup> Ali Yahia qui ne semble convaincu que l'offre politique du FFS menée par l'instance présidentielle de ce parti politique est à verser dans la panoplie des subterfuges déployés par Bouteflika dans sa stratégie de mise en place d'un échafaudage qui lui permettrait de préparer en douce sa succession et de garder la main sur le pouvoir, en neutralisant l'armée et le DRS.

Un pôle qui «exerce» en réalité le pouvoir, a estimé le conférencier qui a insisté sur l'importance pour l'Algérie d'effectuer une transition démocratique. «Il faut (re)créer les conditions nécessaires à l'exercice de la souveraineté et de la citoyenneté

par le peuple algérien», a estimé l'avocat des droits de l'Homme pour qui ces conditions significatives de l'exercice de la démocratie et de l'Etat de droit n'existent pas en Algérie.

«Depuis l'indépendance, on a mélangé entre le socialisme national et le national socialisme, c'est-à-dire l'autocratie et la dictature», a déclaré Ali Yahia qui préviendra, s'adressant aux jeunes étudiants de l'université de Tizi-Ouzou «contre la tentation de répondre par la violence à la violence du pouvoir. Il faut user de moyens politiques pour accompagner la demande de transition et de changement démocratique attendue par le peuple algérien».

S. A. M.